

Turquie – Chasse gardée

La trouble stratégie d'Ankara pour tenter d'imposer son hégémonie dans la région

La tournée de Recep Tayyip Erdogan dans les pays du printemps arabe aura confirmé ce que nous analysions dans ces mêmes colonnes il y a une quinzaine de jours. Sur fond de brouille officielle avec Israël – une posture somme toute valorisante aux yeux des masses arabes -, la Turquie cherche aujourd'hui à réoccuper l'espace méditerranéen oriental, une région sur laquelle l'empire ottoman a régné durant plus de quatre siècles. Après avoir lâché la Syrie, répression et massacres obligent, la Turquie s'est trouvé un nouvel allié de poids dans cette région avec l'Égypte, pays dans lequel le Premier ministre turc a connu, lors de sa récente visite, un succès pour ne pas dire un véritable triomphe populaire, au point que l'on peut objectivement parler aujourd'hui de l'émergence d'un nouvel axe Ankara – Le Caire.

Cette évolution ne serait pas trop inquiétante si elle ne s'accompagnait d'un discours de plus en plus belliqueux de la part du gouvernement islamo-conservateur. La menace faite par Ankara, si elle se confirmait, de faire accompagner par des navires de guerre des bâtiments turcs "civils" désireux de rompre le blocus israélien et de rejoindre Gaza, pourrait facilement dérapier et tendre encore plus les relations entre les deux anciens alliés.

Ankara vient encore de franchir un cap dans sa rhétorique va-t-en-guerre. Des gisements importants de gaz offshore ont récemment été découverts au large d'Israël. Évalués à quelque 700 milliards de mètres cubes, ces champs s'étendent également dans les eaux libanaises et chypriotes. Soit très au sud, bien loin de l'espace maritime turc. Cela n'a pas empêché les autorités turques de se faire menaçantes à l'égard de Nicosie, la capitale de la république de Chypre, un pays membre de l'Union européenne, lui annonçant qu'elle interviendrait militairement dès lors où des opérations d'exploration gazières et pétrolières offshore, prévues pour commencer en octobre, seraient engagées dans les eaux chypriotes. La raison ? Ankara refuse de reconnaître la zone économique exclusive chypriote tant que le problème de la division de l'île ne sera pas résolu.

Or, cette même division résulte de l'invasion en 1974 par l'armée turque de la partie nord de l'île et de la création, qui en a suivi, d'une république fantoche, reconnue par la seule Turquie... Par ces menaces, la Turquie cherche à imposer ses vues pour le cas où une réunification, bien hypothétique à ce jour, verrait le jour. Au-delà, il s'agit d'un message fort adressé à l'Union européenne. Nicosie assumera en effet la présidence de l'Europe le 1er juillet 2012 pour une période de six mois. Ankara entend ainsi peser sur l'agenda européen et amener Bruxelles à reconnaître la légitimité de ses ambitions dans une région qu'elle considère de plus en plus comme sa chasse gardée.

La Turquie prend aujourd'hui le risque de tensions en Méditerranée orientale. En bon stratège, le Premier ministre turc a pris soin de se ménager la neutralité bienveillante de Washington. Les États-Unis ne peuvent en effet que se féliciter de la décision prise par Ankara, il y a quelques jours, d'autoriser l'installation sur son territoire, face à l'Iran, du bouclier antimissiles si cher à l'administration américaine. Une fois encore, l'Europe se retrouve seule face à ses propres indécisions. À moins que, pour une fois, elle ne hausse le ton. Un espoir qui risque vraisemblablement une fois encore d'être déçu...

Pascal LOROT

Le nouvel Économiste – N°1582 – 29 septembre 2011